

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 Beauvais

Beauvais, le 09/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REMONDIS DD**

3 rue du Bois d'Aumont  
ZI Warluis - BP60505  
60000 Beauvais

Références : IC-R/063/24-GM/ED  
Code AIOT : 0005106749

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement REMONDIS DD implanté 3, rue du Bois d'Aumont 60000 Allonne. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite relève d'une action régionale sur les intermédiaires positionnés à proximité des régions limitrophes. Elle en porte sur la zone de chalandise des déchets admis sur le site ainsi que sur les filières d'élimination destinataires en exutoire final.

Cette action s'inscrit dans l'objectif de baisse des déchets admis en ISDND prescrit par la réglementation déchets (L541-1 du code de l'environnement/ baisse de 50% en 2025 par rapport aux quantités admises en ISDND en 2010 - disposition introduite par la loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte de 2015, dite loi LTECV, et renforcée en 2020 par la loi Anti Gaspillage et Économie Circulaire de 2020, dite loi AGECE, avec une interdiction progressive d'admission des déchets valorisables en ISDND).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REMONDIS DD
- 3, rue du Bois d'Aumont 60000 Allonne
- Code AIOT : 0005106749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REMONDIS DD exploite sur les communes d'Allonne et de Warluis des installations de regroupement, transit et tri de déchets non dangereux et une déchetterie à l'usage des professionnels.

Ces activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 27/10/2010. Un arrêté préfectoral complémentaire du 27/03/2015 fixe le montant des garanties financières.

Le site était jusqu'en 2019 exploité par la société DECAMP-DUBOS. Suite à la mise en liquidation judiciaire de cette dernière, la société REMONDIS DD a été autorisée à reprendre l'exploitation des activités par arrêté préfectoral du 12/09/2019.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Déchets (traçabilité, régularité des exutoires, attestations R541-48-4)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine géographique des déchets admis	Code de l'environnement du 11/01/2023, article D181-15-2 - I. 4°	Observation PC1O1 Observation PC1O2 Observation PC1O3 Observation PC1O4
2	Registre de traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Observation PC2O1
3	Procédure d'admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Observation PC3O1 Observation PC3O2 Observation PC3O3 Observation PC3O4
4	Registre de traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Observation PC4O1 Observation PC4O2

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	Observation PC5O1 Observation PC5O2
6	Attestation du respect des obligations de tri préalable à l'élimination	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-4	Observation PC6O1 Observation PC6O2

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Procédure de contrôle des déchets entrants en ISDND	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-3	Observation PC7O1
8	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Observation PC8O1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

L'inspection de l'environnement a néanmoins constaté 4 constats susceptibles de suites administratives (admission, en vue d'une élimination potentielle, de déchets en provenance d'origine extérieure à la zone de chalandise des filières d'élimination utilisées par l'exploitant ; registres des déchets entrants et registres des déchets sortants partiellement conformes au contenu fixé par l'arrêté du 31/05/2021 ; absence de procédure d'information préalable à l'admission des déchets non dangereux). Néanmoins chacune de ces non-conformités ont font l'objet d'un plan de régularisation. Ces constats n'engagent pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées les justificatifs de conformité sous un délai de 2 mois, à réception du présent rapport. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Origine géographique des déchets admis

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/01/2023, article D181-15-2 - I. 4°
<b>Thème(s) :</b> Origine géographique des déchets admis
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 2° de l'article L. 181-1, le dossier de demande est complété dans les conditions suivantes.</p> <p>I. – Le dossier est complété des pièces et éléments suivants :</p> <p>(...)</p> <p>4° Pour les installations destinées au traitement des déchets, l'origine géographique prévue des déchets ainsi que la manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13 du code de l'environnement et L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 ne précise pas l'origine géographique des déchets admissibles sur le site REMONDIS DD à Allonne.</p>

L'exploitant confirme qu'il ne dispose pas d'élément formel explicitant la zone de chalandise des déchets admis sur le site d'Allonne, et apporte un ordre de grandeur en indiquant que les déchets proviennent généralement d'un périmètre correspondant à un rayon de l'ordre de 50 km depuis le site REMONDIS DD Allonne, à l'exception des déchets repris dans le cadre du contrat passé avec l'eco-organisme ECOSYSTEM qui sont susceptibles de provenir de l'ensemble du territoire national.

L'exploitant propose d'expliciter l'origine géographique des déchets admissibles sur les activités exploitées sur le site REMONDIS DD à Allonne dans le cadre du porter à connaissance sollicitant une nouvelle activité de recyclage d'extincteurs.

Le contrôle par sondage du registre de traçabilité des déchets entrants transmis sur demande de l'inspection par mail du 21 novembre fait apparaître des origines distantes de plus de 100km d'Allonne :

- admissions des 19 et 28 septembre 2023 de déchets « DIB » classifiés sous le code déchet 20 01 99 en provenance de Sainte Genevieve dans le Gard (30730, soit 830 km)

- admission des 26 et 27 septembre 2023 de déchets « DIB » classifiés sous le code déchet 20 01 99 en provenance de Eckbolsheim dans le Bas Rhin(67201 , soit 500 km)

Les cellules de la colonne relatives au code de traitement (R ou D) ne sont pas renseignées pour ces admissions, ne permettant pas de savoir si ces admissions sont réalisées pour un traitement en vue d'une valorisation ou un traitement en vue d'une élimination.

Cela ne permet pas de garantir que les déchets expédiés depuis le site REMONDIS DD à Allonne en filière d'élimination sur une ISDND respecteront la zone de chalandise prescrite sur ces sites.

Les filières d'élimination de REMONDIS DD sont notamment les ISDND exploitées par SUEZ à Liancourt Saint Pierre et Saint Maximin, ainsi que Trinoval à Thieulloy l'Abbaye. Or les zones de chalandise prescrites sur ces sites sont les suivantes :

SUEZ LSP : Les déchets admis proviennent prioritairement du département de l'Oise. Les déchets peuvent provenir d'autres départements dans le respect, pour les déchets acheminés par voie routière, d'une zone de chalandise d'un rayon de 50 km dont l'origine est le site exploité (AP du 13/10/2020 – article 3.1.2).

SUEZ Saint Maximin : Seuls sont admis les déchets de l'Oise et ceux provenant de franges limitrophes dans le respect du principe de proximité. Le tonnage hors Oise ne doit pas dépasser 25% du tonnage autorisé annuellement sur site (AP du 28/05/2023 – article 8.1.8).

Trinoval Thieulloy l'Abbaye : déchets ultimes provenant des départements de la Somme, de la Seine Maritime et de l'Oise (AP du 11/06/2001 – article 18)

Ce constat ne permet pas de justifier de la conformité à l'article L541-2 dans la mesure où l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que les déchets qu'il expédie en ISDND respectent les conditions d'admission en matière de zone de chalandise prescrites pour ces ISDND. Ce constat n'engage pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide notamment par la mise en conformité à la procédure d'information préalable. L'inspection classe ce constat en constat susceptible de suites. L'exploitant, dans le cadre de sa réponse à l'observation PC101, veillera à justifier que la zone de chalandise retenue pour les déchets admis en vue d'être éliminés est compatible avec la zone de chalandise de ses filières d'élimination.

#### **Observations :**

**Observation PC101 :** L'exploitant veillera à notifier à la préfète de l'Oise l'origine géographique des déchets admissibles sur le site REMONDIS DD à Allonne. Cette information peut-être réalisée à l'occasion d'un porter à connaissance selon les dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement.

**Observation PC102 :** L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'introduction associée à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 relative aux déchets. Il convient de classer les déchets en privilégiant les chapitres de la classification qui se rapportent à l'activité de l'expéditeur (à l'exception des codes de ces chapitres se terminant par 99). Les codes 99 sont à employer en dernier recours. Sur ce point, l'inspection souligne que selon la méthodologie de caractérisation de l'INERIS, reconnue au niveau national, RAPPORT INERIS-DRC-15-149793-06416A du 04/02/2016, les codes déchets terminant par 99 doivent être considérés comme des codes miroirs. Cela implique que leur non dangerosité doit être justifiée. A cet égard la jurisprudence européenne conclut que si le détenteur d'un déchet "se trouve dans l'impossibilité pratique (...) de déterminer la présence de substances dangereuses ou d'évaluer les propriétés dangereuses présentées par le déchet, le principe de précaution impose de classer ce déchet en tant que déchet dangereux" (CJUE, 28 mars 2019, aff. C-487/17 à C-489/17). En tant qu'exploitant d'une activité de traitement de déchets et en tant que détenteur de ces déchets, l'exploitant doit être en mesure de justifier qu'il s'agit de déchets non dangereux. L'inspection recommande donc à l'exploitant d'être vigilant sur le code déchet retenu par un producteur dans le cadre de la procédure d'information préalable (cf PC3).

**Observation PC103 :** La zone de chalandise des déchets réceptionnés sur le site REMONDIS DD à Allonne en vue d'être éliminés doit respecter la zone de chalandise prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation des filières d'élimination vers lesquelles sont expédiés ces déchets. L'exploitant veillera à tenir compte de ce critère dans la définition de sa zone de chalandise (Observation PC101). L'exploitant veillera à vérifier l'origine des déchets dont l'admission est demandée dans le cadre de la procédure d'information préalable (cf PC3).

**Observation PC104 :** La dénomination "DIB" est définie par une circulaire du 1er mars 1994 (n°94-35). Depuis cette circulaire, la réglementation déchets et les définitions associées ont évolué. Il convient désormais de désigner les déchets au regard des définitions et des obligations de tri et de collecte séparée de la réglementation déchets en vigueur (L541-1-1, L.541-2-1, L541-21, L541-21-1, L541-21-2 notamment), ainsi qu'au regard des filières de traitement auxquelles ils peuvent prétendre dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 2 : Registre de traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre des déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.  Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;  b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m <sup>3</sup> ;  c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;  d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

## Constats :

L'exploitant a présenté le registre des déchets entrants renseigné à chaque admission au niveau du pont bascule.

Son contenu a été confronté au contenu fixé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

L'exploitant précise que le fichier consulté est une extraction en vue de la déclaration GEREP (tableur retravaillé au format compatible avec la déclaration GEREP).

L'exploitant précise également qu'il ne réceptionne pas de déchets en provenance de l'étranger.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 21/11/23, une extraction du registre des déchets sortants couvrant la période de septembre et octobre.

Des colonnes ont été ajoutées depuis la consultation réalisée le 7 novembre. Néanmoins, les informations suivantes font défaut, sont partielles ou sont erronées au regard du référentiel applicable :

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets : Le registre fait apparaître des admissions en provenance de producteurs auxquels sont associés des adresses à plus de 100km (cf PC1). L'exploitant précise qu'il dispose de fiches facturation et de fiches chantier. L'adresse de facturation est l'adresse du producteur initial.

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets : L'exploitant indique qu'il peut en effet avoir affaire à un prestataire qui organise l'expédition depuis un chantier. Cette possibilité n'est pas prévue dans le registre des déchets entrants consulté (pas de colonnes dédiées aux établissements expéditeurs s'ils sont différents du producteur initial).

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets : L'exploitant précise qu'il dispose de fiches facturation et de fiches chantier. Cette possibilité n'est pas prévue dans le registre des déchets entrants consulté (pas de colonnes dédiées à l'adresse de prise en charge si différente de l'adresse de l'établissement expéditeur).

- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement : Le registre des déchets entrants ne dispose pas de colonne dédiée à la raison sociale et au SIREN de l'éco-organisme. L'exploitant précise que c'est l'établissement REVAL TRANS qui prépare le dossier pour le compte d'Ecosystème (facturation REVAL TRANS pour le compte de Ecoystème).

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets : la colonne existe dans le registre des déchets entrants mais elle n'est pas systématiquement renseignée (sur 1353 lignes consultées sur 2 mois de traçabilité, 794 ne disposent pas d'information sur le code de traitement qui va être opéré).



Le registre chronologique des déchets entrants transmis par mail du 21/11/2023 est donc partiellement conforme au contenu fixé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. Ce constat n'engage pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide. En outre le plan d'action transmis par l'exploitant par courriel du 21/11/2023 montre l'implication volontaire de l'exploitant dans sa mise en conformité. L'inspection classe ce constat en constat susceptible de suites. L'exploitant transmettra sous 2 mois un registre des déchets entrants conforme au contenu fixé par l'arrêté du 31 mai 2021

**Observations :**

**Observation PC201 :** l'exploitant veillera à compléter son registre des déchets entrants conformément au contenu fixé par l'arrêté du 31 mai 2021 précité (expéditeur, prise en charge si différent de l'adresse de l'établissement expéditeur, SIREN de l'éco-organisme avec lequel il est en contrat (contre dans le cadre duquel l'exploitant réceptionne des DEEE, code de traitement).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

### N° 3 : Procédure d'admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'information préalable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- source (producteur) et origine géographique du déchet ;</li><li>- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li><li>- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;</li><li>- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li><li>- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;</li><li>- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;</li><li>- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.</li></ul> <p>(...)</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site relève du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2711, 2713 et 2714 et 2716. Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la procédure d'information préalable prévue par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n'était pas mise en œuvre préalablement à l'admission des déchets non dangereux.</p> <p>Ce constat n'engage pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide. En outre le plan d'action transmis par l'exploitant par courriel du 21/11/2023 montre l'implication volontaire de l'exploitant dans sa mise en conformité. L'inspection classe ce constat en constat susceptible de suites. L'exploitant transmettra sous deux mois la réponse à l'observation PC301.</p>

**Observations :**

**Observation PC3O1 :** L'exploitant transmettra sous deux mois l'échéancier de mise en conformité de l'ensemble de ses clients à la procédure d'information préalable, incluant la date de transmission des fiches d'information préalable et la date de délivrance prévisionnelle du dernier certificat d'acceptation préalable, ainsi que le taux de certificat d'acceptation préalable délivrés à la date de sa réponse.

**Observation PC3O2 :** L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'importance de la procédure d'information préalable prévue à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 applicable aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois). La caractérisation précise des déchets attendue dans le cadre de cette procédure permet de prévenir l'admission de benne de déchets en mélange non conformes (déchets qui n'auraient pas été triés à la source par son producteur notamment).

**Observation PC3O3 :** Au titre des obligations de traçabilité des déchets (R541-43 et AM du 31/05/2021), l'inspection recommande de profiter de la fiche d'information préalable pour faire qualifier la filière de traitement final sollicitée par le producteur, compte tenu de la qualité des déchets confiés dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L541-1.

**Observation PC3O4 :** Au titre de la responsabilité du producteur et du détenteur de déchets jusqu'au traitement final (L541-2 du CE), et dans le cadre de l'alinéa « données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux » de l'article 13-II de l'AMPG TTR, l'inspection recommande de profiter de la fiche d'information préalable pour obtenir l'engagement du producteur sur le respect de ses obligations de tri à la source ou de collecte séparée au titre de l'article L541-21-2 du CE ainsi que sur la compatibilité de la qualité des déchets dont l'admission chez REMONDIS DD est demandée avec la filière de traitement final sollicitée, y compris pour les déchets qui n'ont pas vocation à être éliminés.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 4 : Registre de traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre des déchets sortants
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;  b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m <sup>3</sup> ;  c) Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;  d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;  e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le registre des déchets sortants renseigné à chaque sortie.

Son contenu a été confronté au contenu fixé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

L'exploitant précise que le fichier consulté est une extraction en vue de la déclaration GERE (tableur retravaillé au format compatible avec la déclaration GERE).

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 21/11/23, une extraction du registre des déchets sortants couvrant la période de septembre et octobre.

Des colonnes ont été ajoutées depuis la consultation réalisée le 7 novembre 2023. Néanmoins, les informations suivantes font défaut, sont partielles ou sont erronées au regard du référentiel applicable :

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée : L'exploitant confirme réaliser des transferts transfrontaliers de déchets. Cela étant les informations associées ne sont pas saisies dans le registre des déchets sortants ( Les expéditions de déchets 20 01 99 des 11 septembre, 11, 16, 18, 20 et 27 octobre en traitement R1 en Allemagne à Oberhausen ne disposent pas d'informations sur le TTD)

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; Le registre des déchets sortants ne dispose pas de colonne dédiée à la raison sociale et au SIREN de l'éco-organisme.

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant : Le registre des déchets sortants ne dispose pas de colonne dédiée au SIRET des négociants. L'exploitant précise que la raison sociale du négociant est donnée dans la colonne dédiée à la raison sociale de l'établissement destinataire (vers lequel le déchet est expédié, par exemple ECOPHYSE).

e) Concernant la destination du déchet :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets : La colonne existe dans le registre des déchets sortants mais elle n'est pas systématiquement renseignée (sur 120 lignes consultées sur 2 mois de traçabilité, 50 ne disposent pas d'information sur le code de traitement qui va être opéré). L'exploitant précise que dans le cas d'une gestion via un négociant bien que détenteur au titre du code de l'environnement, il ne prend pas forcément possession physiquement des déchets, dans ce cas ils sont expédiés directement vers la filière de traitement intermédiaire ou finale. Il est alors difficile pour l'exploitant de connaître la destination (observation PC401).

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement : la colonne existe dans le registre des déchets entrants mais elle n'est pas renseignée.

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé : L'exploitant confirme réaliser des transferts transfrontaliers de déchets. Cela étant les informations associées ne sont pas saisies dans le registre des déchets sortants ( Les expéditions de déchets 20 01 99 des 11 septembre, 11, 16, 18, 20 et 27 octobre en traitement R1 en Allemagne à Oberhausen ne disposent pas d'informations sur le TTD)

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée : L'exploitant confirme réaliser des transferts transfrontaliers de déchets. Cela étant les informations associées ne sont pas saisies dans le registre des déchets sortants ( Les expéditions de déchets 20 01 99 des 11 septembre, 11, 16, 18, 20 et 27 octobre en traitement R1 en Allemagne à Oberhausen ne disposent pas d'informations sur le TTD)

Le registre chronologique des déchets sortants transmis par mail du 21/11/2023 est donc partiellement conforme au contenu fixé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. Ce constat n'engage pas la sécurité et le retour à la conformité peut être rapide. En outre le plan d'action transmis par l'exploitant par courriel du 21/11/2023 montre l'implication volontaire de l'exploitant dans sa mise en conformité. L'inspection classe ce constat en constat susceptible de suites. L'exploitant transmettra sous 2 mois un registre des déchets sortants conforme au contenu fixé par l'arrêté du 31 mai 2021.

#### **Observations :**

**Observation PC401 :** l'exploitant veillera à compléter son registre des déchets sortants conformément au contenu fixé par l'arrêté du 31 mai 2021 précité.

**Observation PC402 :** L'exploitant au titre de sa responsabilité de détenteur et producteur subséquent (L541-2 du code de l'environnement) doit s'assurer du traitement effectif des déchets qu'il expédie conformément à la réglementation déchets (hiérarchie des modes de traitement notamment) même lorsque ces déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers intermédiaire. En outre au titre de l'article D543-284 du code de l'environnement, il revient à l'exploitant de délivrer chaque année avant le 31 mars aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.

Cela implique de connaître :

le code de traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié par le négociant (requis dans le registre de traçabilité des déchets sortants) ;

le type d'installation de traitement (par exemple, être des installations de production au sein desquelles les déchets servent à des fins utiles en remplaçant d'autres matières qui auraient été utilisées dans le cadre des processus de production (par exemple, l'utilisation de déchets de bois pour la production de panneaux de bois ou encore l'utilisation de papiers graphiques en papeterie) ou bien des installations qui préparent des déchets pour que ces derniers puissent être utilisés en remplaçant d'autres matières tels que la production de granulés de plastique, de copeaux de bois, de paquet de métal comprimé...)\*

la localisation limitée à la région de destination sinon du pays si le déchet est expédié à l'étranger.\*  
\* (source notice de l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement)

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 5 : Déclaration GERE

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II

**Thème(s) :** Autre, Déclaration des quantités de déchets produits

**Prescription contrôlée :**

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

**Constats :**

Préalablement à l'inspection, l'inspection a consulté la déclaration de l'exploitant pour son site de REMONDIS DD à Allonne au titre de 2022. Cette déclaration indique :

Quantité totale de déchets dangereux (DD) admis = Quantité totale DD traités = 2 596,842 t

Quantité totale DD produits = Quantité totale DD expédiés = 2 415,488 t

Quantité totale de déchets non dangereux (DND) admis = Quantité totale DND traités  
= 17 533,324 t

Quantité totale DND produits = Quantité totale DND expédiés = 16 7 71,124 t

L'exploitant justifie la différence entre la quantité traitée et la quantité expédiée par le stock de déchets d'archives qui ont besoin d'être triés / en attente de tri ainsi que le stock tampon mensuel en attente de traitement.

L'inspection relève une anomalie dans la déclaration des déchets produits et expédiés : les champs « nom » et « adresse » du premier établissement réceptionnant les déchets sont renseignés avec la raison sociale et l'adresse de REMONDIS DD à Allonne. Or ce qui est attendu c'est l'information sur l'installation de destination en sortie de l'établissement REMONDIS DD à Allonne.

Par mail du 21 novembre 2023, l'exploitant a transmis un plan d'action visant à corriger cette anomalie dans le cadre de la déclaration GERE au titre de 2023.

**Observations :**

**Observation PC501 :** Le guide d'aide à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets à l'attention des exploitants (Version 5 de janvier 2024) précise que le Nom et adresse de l'établissement (premier intermédiaire) réceptionnant le déchet correspond à la première installation de destination du déchet. Il peut s'agir d'un site de tri /transit / regroupement ou d'un éliminateur final éliminant le déchet.

Le guide d'aide à la déclaration GEREPE est téléchargeable sur la plateforme GEREPE : <https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/download/GuideGeneral.pdf>

**Observation PC502 :** Pour l'exercice 2023 (déclaration GEREPE au titre de l'année à réaliser à l'échéance du 31 mars 2023), une nouvelle fonctionnalité a été intégrée à l'outil GEREPE qui permet d'importer les données relatives aux déchets dangereux depuis Trackdéchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite



<b>N° 6 : Attestation du respect des obligations de tri préalable à l'élimination</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Attestation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.</p> <p>A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p>

7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

III.-Les I et II ne s'appliquent pas :

1° Aux déchets mentionnés au 1 duodecies du II de l'article 266 sexies du code des douanes dont, en vertu de l'arrêté prévu par ces dispositions, la valorisation matière est interdite ou l'élimination prescrite ;

2° Aux résidus de tri issus d'installations qui réalisent un tri de déchets, à la condition qu'elles respectent les prescriptions édictées par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu au premier alinéa de l'article L. 541-24 ;

3° Aux installations de stockage ou d'incinération de déchets non dangereux non inertes exclusivement utilisées aux fins d'élimination des déchets que l'exploitant produit.

**Constats :**

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 21/11/2023 les attestations de tri à la source à destination de ses exutoires en ISDND au titre de l'article R541-48-4 du code de l'environnement (attestations SUEZ et TRINOVAL)

- Vu l'attestation à entête TRINOVAL signée du 08/02/2023 et intitulée TRINOVAL– attestation sur l'honneur en fichier informatique. Les champs « Producteurs de déchets », « représentant légal » « fonction » ne sont pas renseignés. Néanmoins le Cachet de l'établissement REMONDIS DD est apposé avec la signature. La colonne « consigne de tri à la source et/ou dispositifs de collecte séparée » est renseignée avec la mention « Collecte séparée », la colonne « éléments de nature à démontrer le respect des obligations de tri » est renseignée avec la mention « opération de tri »

- Vu l'attestation à entête REMONDIS signée du 27 mars 2023 et intitulée SUEZ – attestation sur l'honneur en fichier informatique. Les champs « Producteurs de déchets », « représentant légal » « fonction » sont renseignés. Le Cachet de l'établissement REMONDIS DD est également apposé avec la signature. La colonne « consigne de tri à la source et/ou dispositifs de collecte séparée » est renseignée avec la mention « Collecte séparée », la colonne « éléments de nature à démontrer le respect des obligations de tri » est renseignée avec la mention « opération de tri ».

Ces attestations ne constituent pas une attestation « intermédiaire » où l'exploitant intermédiaire "atteste, en tant que détenteur de déchets, avoir sollicité auprès des producteurs/détenteurs de ces déchets leurs attestations de tri sur l'honneur et les documents justificatifs associés soumis à l'article R541-48-4 du code de l'environnement (Attestation qui a vocation à représenter (se substituer) l'ensemble des attestations des producteurs concernés requise lors de la procédure d'information préalable à l'admission de déchets non dangereux en installation d'élimination). Il s'agit d'une attestation établie en tant que producteur (et non en tant qu'intermédiaire).

## Rapport annuel de caractérisation des déchets ultimes

Producteur du déchet : REMONDIS DD

Année : 2023

Catégories	Masse en kg (préciser si pesée ou estimation)	Rapport en % entre la masse du flux et la masse totale de l'échantillon
Biodéchets		0 %
Bois	1,05 T	5 %
Papiers (papiers, cartons, journaux, chutes, ...)	0,210 T	1 %
Plastiques	0,210 T	1 %
Textiles		0 %
Métaux		0 %
Verre		0 %
Fraction Inerte (béton, briques, tuiles, céramiques et pierres)		0 %
Plâtre		0 %
Autres (ou déchets ultimes)	19,53 T	93 %
Fines non caractérisées, précisez la fraction des fines : 400 mm ou 100 mm		0 %
Total	21 T	100 %

REMONDIS DD SAS  
3 Rue du Bois d'Aumont  
60000 ALLONNE  
Tel: 03 44 45 11 58 - Fax: 03 44 48 10 43  
Siret: 851 054 742 00024  
N° Intracommunautaire: FR 78 851 054 742

une fraction <400 mm (référence à la norme X30 - 484)

- o Si le rapport entre la masse de la fraction <400 mm et la masse totale dépasse 0,1, alors on procède à une nouvelle séparation entre les déchets ayant une fraction >100 mm et ceux ayant une fraction <100 mm. Dans ce cas on procède à la caractérisation des déchets dont la fraction dépasse 100 mm, dans l'autre cas de ceux dont la fraction dépasse 400 mm.

Résultats de la caractérisation :

Catégories	Masse en kg (préciser si pesée ou estimation)	Rapport en % entre la masse du flux et la masse totale de l'échantillon
Biodéchets		0%
Bois		5%
Papiers (Paplers, cartons, journaux, chutes, ...)		2%
Plastiques		
Textiles		0%
Métaux		0%
Verre		0%
Fraction Inerte (béton, briques, tuiles, céramique et pierres)		0%
Plâtre		0%
Autres (ou déchets ultimes)		93%
Fines non caractérisées, précisez la fraction des fines : 400 mm ou 100 mm.		0%
Total		

**Observations :**

**Observation PC6O1 :** il conviendrait d'ajouter systématiquement, les précisions suivantes :

- numéro SIRET du site à l'origine de l'attestation (producteur ou exploitant intermédiaire pour faciliter la correspondance sur le registre des admissions de l'ISDND/ RNDTS) ;
- adresse mail de l'interlocuteur identifié ;
- numéro de téléphone auquel l'interlocuteur identifié peut être joignable.

**Observation PC6O2 :** les attestations R541-48-4 (quel que soit le format retenu « producteur » au sens producteur subséquent, ou « intermédiaire ») sont opposables aux intermédiaires pour l'activité de regroupement et massification de déchets ultimes en vue de les expédier en filière d'élimination.

Une FAQ est disponible sur le site du Ministère de la transition écologique à ce sujet (cf point 9 dernier paragraphe) :« *un producteur de déchet soumis aux obligations de tri à la source ou une collectivité soumise à des obligations de collecte séparée, est tenu d'émettre et de transmettre un justificatif dans le cas où ses déchets sont regroupés, sont massifiés avec ceux d'autres producteurs de déchets, ou transitent dans l'installation préalablement à leur élimination. Dans ce cas, l'exploitant de l'installation de regroupement ou de transit pourra récupérer l'attestation du ou des producteurs de déchets et les transmettre à l'exploitant du site d'élimination.* »

<https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Procédure de contrôle des déchets entrants en ISDND**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport annuel de caractérisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 21 novembre 2023 les rapports annuels de caractérisation transmis à ses filières d'élimination au titre de l'article R541-48-3 du code de l'environnement.</p> <p>Vu le rapport de caractérisation à entête REMONDIS établi pour SUEZ pour l'année 2023, intitulé SUEZ-REDD_Rapport de caractérisation annuelle 2023_déchets ultimes. Ce rapport comporte le cachet de l'établissement REMONDIS mais n'est pas signé, ni daté. (observation PC701)</p> <p>Vu le rapport de caractérisation à entête TRINOVAL établi pour TRINOVAL pour l'année 2023 , intitulé TRINOVAL-REDD_Rapport de caractérisation des déchets ultimes. Ce rapport comporte le cachet de l'établissement REMONDIS mais n'est pas signé, ni daté. Ce rapport ne comporte pas le tonnage des quantités évaluées, alors que ce rapport a vocation à justifier le respect des seuils de l'article R541-41-38-3 qui sont des pourcentages en masse.</p> <p>Sous réserve que les taux indiqués sur le rapport TRINOVAL soient bien des pourcentages en masse, les taux indiqués dans les deux rapports sont bien en dessous des seuils de l'article R541-48-3 du code de l'environnement.</p> <p>Compte tenu du fait que ces rapports ont été établis pendant la période de tolérance prévue par le MTECT (<a href="https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux">https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux</a>), il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade. L'exploitant veillera à tenir compte de ces constatations (non conformité sur l'absence de mention du tonnage des quantités évaluées) et de l'observation PC701 dans le cadre de l'élaboration de ses prochains rapports de caractérisation.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Observation PC701 :</b> Si l'exploitant de la filière d'élimination ne préconise pas de modèle, l'inspection recommande de s'appuyer sur le modèle de rapport de caractérisation mis à disposition sur le site du MTECT (<a href="https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux">https://www.ecologie.gouv.fr/conditions-lelimination-des-dechets-non-dangereux</a>) . Il n'a pas de valeur juridique mais satisfait aux exigences. Un autre modèle est acceptable s'il contient les mêmes informations. Il conviendrait notamment de préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- numéro SIRET du site à l'origine du rapport (pour faciliter la correspondance sur le registre des admissions de l'ISDND/ RNDTS) ;</li></ul>